



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 3 AVR. 2019

mettant la société AMCOR FLEXIBLES Sélestat SAS

en demeure de respecter des prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif [...] aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1 et L.171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif [...] aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2002 ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 6 mars 2019 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'informe pas annuellement l'Inspection des installations classées de ses actions visant à réduire la consommation de solvants sur son installation, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDERANT que l'incinérateur de COV n'est pas en mesure de faire face à une charge excessive de solvants, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDERANT que l'incinérateur de COV n'est pas exploité de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles il ne peut assurer pleinement sa fonction et que l'exploitant ne prend pas systématiquement les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

CONSIDERANT que la saisie GIDAF des résultats des autosurveillances nappe n'est pas réalisée, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société AMCOR FLEXIBLES Sélestat SAS, dont le siège social est situé 2, rue Frédéric Meyer, BP 60128, 67603 SELESTAT Cédex, ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure, pour les installations industrielles qu'elle exploite à la même adresse, de respecter :

- les prescriptions de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, reprises ci-après :  
*« Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants [...] »*
- les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, reprises ci-après :  
*« Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. »*
- les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé – dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, reprises ci-après :  
*« Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. »*
- Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 28 avril 2014 – à la suite des deux prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines (en période de hautes eaux et en période de basses eaux), repris ci-après :

*« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L512-3, L512-5, L512-7 et L512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.*

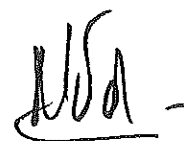
*La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »*

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMCOR FLEXIBLES Sélestat SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Sélestat.

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI

**Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cédex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.